La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Juillet 2006 : Excédent budgétaire de 0,8 milliard de dollars

Un excédent budgétaire de 0,8 milliard de dollars a été enregistré en juillet 2006, soit 0,9 milliard de moins que l'excédent de juillet 2005. Les revenus ont augmenté de 0,7 milliard, en raison de la forte hausse des rentrées au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers, accompagnée d'une progression modeste au chapitre de la taxe sur les produits et services (TPS) et d'une baisse des cotisations d'assurance-emploi et des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés. Les charges de programmes ont augmenté de 1,5 milliard, traduisant une hausse des transferts aux particuliers, lesquels comprennent maintenant les paiements relatifs à la nouvelle Prestation universelle pour la garde d'enfants (PUGE), et d'une hausse des transferts à d'autres administrations. Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,1 milliard de dollars.

D'avril à juillet 2006 : Excédent budgétaire de 6,3 milliards de dollars

L'excédent budgétaire au cours des quatre premiers mois de l'exercice 2006-2007 est évalué à 6,3 milliards de dollars, en hausse de 1,2 milliard par rapport à l'excédent de 5,1 milliards enregistré au cours de la même période il y a un an. Les revenus ont progressé de 4,2 milliards, ou 5,8 %, en raison d'une forte poussée des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers, légèrement compensée par une baisse des cotisations d'assurance-emploi, des taxes de vente et d'accise et des revenus au titre de la TPS. Les charges de programmes ont augmenté de 2,8 milliards, ou 5,1 %, en raison d'une hausse des transferts et des autres charges de programmes. Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,1 milliard de dollars.

Les résultats à ce jour ne tiennent pas compte d'une large part des 14,3 milliards de dollars de réductions d'impôt et d'augmentations des dépenses pour 2006-2007 annoncés dans le budget de mai 2006. Juillet ne représente que le premier mois du versement du nouveau programme de la PUGE (181 millions de dollars pour ce mois), dont le coût devrait totaliser 1,6 milliard pour l'ensemble de l'exercice, et de la réduction de 1 point de pourcentage du taux de la TPS, dont le coût devrait s'élever à 3,5 milliards pour l'ensemble de l'exercice. En outre, d'autres mesures de dépenses ne sont pas encore en place.

Juillet 2006

Un excédent budgétaire de 0,8 milliard de dollars a été enregistré en juillet 2006, soit une baisse de 0,9 milliard par rapport à juillet 2005.

Les revenus budgétaires ont augmenté de 0,7 milliard, ou 4,0 %, pour s'établir à 19,2 milliards.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont progressé de 0,7 milliard, ou 7,8 %, en baisse par rapport à une hausse de plus de 13 % en moyenne pour les trois premiers mois de l'exercice.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés n'ont presque pas bougé par rapport à juillet 2005, reculant d'à peine 0,4 %.
- Les autres revenus provenant de l'impôt sur le revenu – retenues d'impôt des non-résidents – sont aussi demeurés presque inchangés; ils n'ont progressé que de 0,5 %.

- Les taxes et droits d'accise ont augmenté de 0,1 milliard, ou 2,2 %. Les rentrées de TPS sont demeurées relativement stables; elles n'ont augmenté que de 46 millions de dollars, ou 1,7 %, sous l'effet d'une hausse marquée des ventes au détail, compensée par l'effet de la réduction de 1 point de pourcentage du taux de la TPS, le 1er juillet 2006.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont baissé de 6,6 % en raison, à la fois, de la baisse du taux des cotisations, qui est passé de 1,95 $ à 1,87 $ par tranche de 100 $ de gains assurables le 1er janvier 2006, et du transfert à la province de Québec, à cette même date, du service des prestations parentales et de maternité dans cette province et des cotisations qui s'y rattachent.
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des placements, les revenus sur opérations de change, les revenus de certaines fondations et les revenus divers, ont augmenté de 0,1 milliard de dollars. Ces revenus peuvent varier sensiblement d'un mois à l'autre.

Les charges de programmes ont atteint 15,4 milliards de dollars en juillet 2006, soit 1,5 milliard, ou 11,0 %, de plus qu'en juillet 2005, en raison de l'augmentation des paiements de transfert, notamment les transferts aux particuliers et à d'autres administrations.

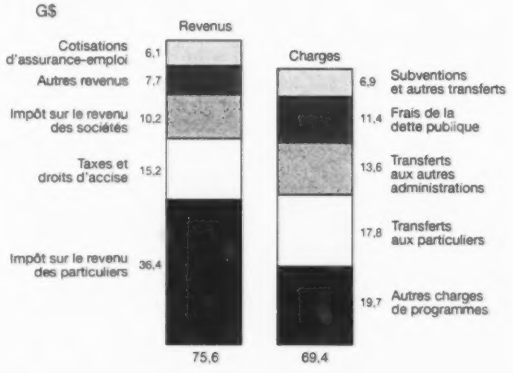
Les paiements de transfert ont progressé de 1,5 milliard de dollars, ou 17,1 %.

- Les transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont augmenté de 313 millions de dollars, ou 7,3 %. Les prestations aux aînés ont progressé de 5,1 % en raison à la fois de la hausse du montant moyen des prestations, qui est indexé selon l'inflation de l'indice des prix à la consommation, et de l'augmentation du nombre de personnes admissibles. Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 1,9 % en raison d'une baisse des prestations régulières et des prestations de maternité. Les prestations pour enfants comprennent la Prestation fiscale canadienne pour enfants (PFCE) et la nouvelle PUGE, qui est entrée en vigueur le 1er juillet 2006. Les prestations pour enfants ont augmenté de 212 millions de dollars, principalement en raison d'une somme de 181 millions au titre des transferts liés au programme de la PUGE.
- Les transferts aux autres administrations, c'est-à-dire les transferts fédéraux pour la santé et les autres programmes sociaux (le Transfert canadien en matière de santé et le Transfert canadien en matière de programmes sociaux), les transferts fiscaux, les transferts aux provinces au nom des villes et des collectivités du Canada, les transferts au titre de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants ainsi que les paiements de remplacement pour programmes permanents, ont augmenté de 1,1 milliard de dollars, ou 37,8 %. Cela s'explique surtout par une progression des transferts fiscaux et par un transfert ponctuel aux provinces et aux territoires de 650 millions de dollars aux termes des accords sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants.
- Les subventions et les autres transferts, y compris les transferts effectués par certaines fondations, ont progressé de 56 millions de dollars, ou 4,1 %, surtout en raison d'un soutien accru au secteur agricole.

Les autres charges de programmes se composent des transferts aux sociétés d'État et des frais de fonctionnement des ministères et organismes, notamment la Défense nationale. Ces charges reflètent également les résultats de l'évaluation permanente des passifs de l'État. Elles ont augmenté de 69 millions de dollars, ou 1,3 %.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 136 millions de dollars.

Revenus et charges
(avril-juillet 2006)



D'avril à juillet 2006

Un excédent budgétaire de 6,3 milliards de dollars a été enregistré au cours des quatre premiers mois de l'exercice 2006-2007, en hausse de 1,2 milliard par rapport à celui de 5,1 milliards enregistré durant la même période en 2005-2006.

Les revenus budgétaires ont augmenté de 4,2 milliards de dollars, ou 5,8 %, pour totaliser 75,6 milliards.

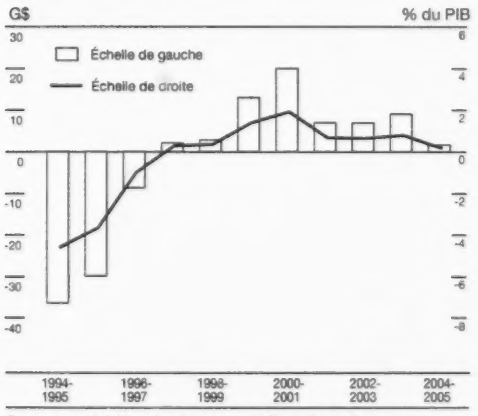
- Les revenus tirés de l'impôt des particuliers ont augmenté de 3,8 milliards de dollars, ou 11,8 %, sous l'effet de la progression soutenue de l'emploi, des traitements et des salaires, ainsi que de la progressivité du régime d'impôt sur le revenu des particuliers.
- Les revenus tirés de l'impôt des sociétés ont augmenté de 0,6 milliard de dollars, ou 5,8 %, sous l'effet de l'augmentation de la base des acomptes provisionnels, ce qui reflète la croissance des bénéfices en 2005.
- Les autres revenus provenant de l'impôt sur le revenu ont progressé de 0,1 milliard de dollars, ou 9,2 %.
- Les revenus tirés des taxes et des droits d'accise ont diminué de 0,1 milliard de dollars, ou 0,5 %, en raison d'une baisse de 0,1 milliard des rentrées au titre des taxes de vente et d'accise et d'une baisse de 49 millions de dollars, ou 0,4 %, des revenus tirés de la TPS, traduisant la faible progression des importations assujetties à la TPS et l'effet de la réduction du taux de la TPS, le 1er juillet 2006. Les droits de douane à l'importation ont augmenté de 76 millions de dollars et les revenus au titre du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien, de 7 millions.
- Les revenus des cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 7,1 %, compte tenu de la réduction des taux de cotisation à compter du 1er janvier 2006, et du transfert à la province de Québec, à cette même date, du service des prestations parentales et de maternité dans cette province et des cotisations qui s'y rattachent.
- Les autres revenus ont augmenté de 0,2 milliard de dollars, ou 3,1 %.

Les charges de programmes pour la période d'avril à juillet 2006 s'élèvent à 57,9 milliards de dollars, soit une hausse de 2,8 milliards, ou 5,1 %, par rapport à la même période de 2005-2006, en raison d'une augmentation des transferts et des frais de fonctionnement des ministères et des organismes, dont ceux de la Défense nationale. Les frais de la dette publique ont progressé de 0,1 milliard.

Les paiements de transfert, qui représentent environ deux tiers des charges totales de programmes, ont augmenté de 2,1 milliards de dollars, ou 5,7 %.

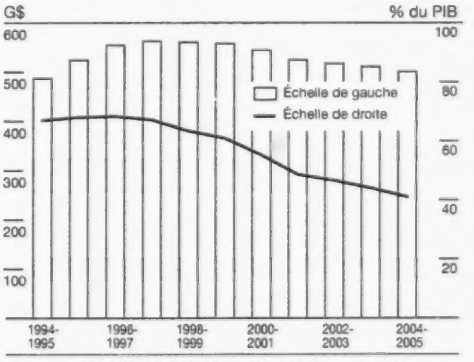
- Les transferts aux particuliers ont progressé de 2,6 %. Les prestations aux aînés ont augmenté de 4,7 %, tandis que les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 6,5 %. Le recul des prestations d'assurance-emploi d'une année sur l'autre est surtout attribuable à la diminution des prestations régulières, en raison de l'amélioration du marché du travail par rapport

Solde budgétaire



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

Dette fédérale (déficit accumulé)



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

à la même période en 2005-2006. Les prestations de maternité ont également diminué d'une année sur l'autre en raison du transfert, à la province de Québec, du service des prestations parentales et de maternité dans cette province. Les prestations pour enfants ont connu une hausse de 9,7 %, surtout sous l'effet des transferts au titre de la nouvelle PUGE, à compter du 1er juillet 2006.

- Les transferts aux autres administrations ont augmenté de 1,2 milliard de dollars, ou 9,6 %, surtout en raison de l'effet de l'accord de 2004 sur les soins de santé et d'un transfert de 650 millions de dollars aux provinces et aux territoires en juillet 2006 pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants.
- Les subventions et les autres transferts ont connu une hausse de 0,4 milliard de dollars, ou 6,5 %, en raison de l'effet de mesures contenues dans les derniers budgets.

Les autres charges de programmes ont augmenté de 0,8 milliard de dollars, ou 4,1 %, en raison d'une hausse des dépenses de fonctionnement des ministères et des organismes, dont la Défense nationale. Les charges des sociétés d'État ont diminué de 0,1 milliard, ou 2,4 %.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,9 % par suite de l'accroissement du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

Ressources financières de 2,9 milliards de dollars d'avril à juillet 2006

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice intégrale, les passifs et les actifs du gouvernement étant constatés au moment où ils sont engagés ou acquis, peu importe le moment où surviennent les sorties ou rentrées de fonds correspondantes. À l'opposé, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des placements de l'État par voie d'acquisitions d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, en particulier, le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 3,4 milliards de dollars d'avril à juillet 2006, en baisse par rapport à des besoins de 10,5 milliards pour la même période en 2005-2006. Ce recul des besoins nets traduit en bonne partie l'effet d'un certain nombre de paiements ponctuels effectués en 2005-2006, comme le transfert de 2,8 milliards de dollars effectué en juin 2005, dès l'adoption de la *Loi d'exécution du budget de 2005*, aux termes des ententes sur les revenus tirés de l'exploitation des ressources extracôtières.

Considérant un excédent budgétaire de 6,3 milliards de dollars et des besoins financiers nets de 3,4 milliards au titre des opérations non budgétaires, les ressources financières au cours des quatre premiers mois de 2006-2007 se sont établies à 2,9 milliards, comparativement à des besoins financiers de 5,4 milliards lors de la même période l'an dernier.

Activités nettes de financement en baisse de 16,8 milliards de dollars

Le gouvernement a utilisé ces ressources financières de 2,9 milliards de dollars, de même qu'une réduction de 13,9 milliards de ses soldes de trésorerie, pour réduire de 16,8 milliards sa dette contractée sur les marchés à la fin de juillet 2006, principalement en réduisant ses bons du Trésor. Le niveau des soldes de trésorerie varie d'un mois à l'autre en fonction de certains facteurs, notamment l'échéance périodique d'importantes émissions de titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. Les soldes de trésorerie à la fin de juillet se chiffraient à 4,0 milliards de dollars.

Tableau 1
État sommaire des opérations

	Juillet		Avril à juillet	
	2005	2006	2005-2006	2006-2007
			(M$)	
Opérations budgétaires				
Revenus	18 416	19 151	71 475	75 630
Charges				
Charges de programmes	-13 853	-15 373	-55 101	-57 927
Frais de la dette publique	-2 802	-2 938	-11 319	-11 425
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	1 761	840	5 055	6 278
Opérations non budgétaires	-1 819	1 771	-10 480	-3 359
Ressources ou besoins financiers	-58	2 611	-5 425	2 919
Variation nette dans les activités de financement	-22	-1 323	-8 339	-16 813
Variation nette dans l'encaisse	-80	1 288	-13 764	-13 894
Encaisse à la fin de la période			3 361	4 040

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2
Revenus budgétaires

	Juillet			Avril à juillet		
	2005	2006	Variation	2005-2006	2006-2007	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	8 896	9 590	7,8	32 584	36 417	11,8
Impôt sur le revenu des sociétés	1 997	1 990	-0,4	9 677	10 239	5,8
Autres impôts sur le revenu	428	430	0,5	1 315	1 436	9,2
Total des impôts sur le revenu	11 321	12 010	6,1	43 576	48 092	10,4
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 719	2 765	1,7	10 914	10 865	-0,4
Droits de douane à l'importation	249	315	26,5	1 046	1 122	7,3
Taxes de vente et d'accise	817	787	-3,7	3 221	3 106	-3,6
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	30	31	3,3	120	127	5,8
Total des taxes et droits d'accise	3 815	3 898	2,2	15 301	15 220	-0,5
Total des revenus fiscaux	15 136	15 908	5,1	58 877	63 312	7,5
Cotisations d'assurance-emploi	1 461	1 365	-6,6	6 566	6 102	-7,1
Autres revenus	1 819	1 878	3,2	6 032	6 216	3,1
Total des revenus budgétaires	18 416	19 151	4,0	71 475	75 630	5,8

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3
Charges budgétaires

	Juillet			Avril à juillet		
	2005	2006	Variation	2005-2006	2006-2007	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 371	2 493	5,1	9 574	10 023	4,7
Prestations d'assurance-emploi	1 108	1 087	-1,9	4 628	4 325	-6,5
Prestations fiscales pour enfants	803	1 015	26,4	3 107	3 407	9,7
Total	4 282	4 595	7,3	17 309	17 755	2,6
Autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	1 583	1 678	6,0	6 333	6 713	6,0
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	686	708	3,2	2 742	2 833	3,3
Total	2 269	2 386	5,2	9 075	9 546	5,2
Transferts fiscaux	832	1 146	37,7	4 330	4 442	2,6
Villes et collectivités du Canada	0	0	s.o.	0	0	s.o.
Apprentissage et garde des jeunes enfants	0	650	s.o.	0	650	s.o.
Paiements de remplacement pour les programmes permanents	-240	-239	-0,4	-1 001	-1 044	4,3
Total	2 861	3 943	37,8	12 404	13 594	9,6
Subventions et autres transferts						
Agriculture	10	81	710,0	654	750	14,7
Affaires étrangères et commerce international	173	178	2,9	680	707	4,0
Santé	191	222	16,2	601	636	5,8
Développement des ressources humaines	120	97	-19,2	577	596	3,3
Affaires indiennes et du Nord	316	356	12,7	1 646	1 648	0,1
Industrie et développement régional	147	172	17,0	575	523	-9,0
Autres	401	308	-23,2	1 726	2 016	16,8
Total	1 358	1 414	4.1	6 459	6 876	6,5
Total des paiements de transfert	8 501	9 952	17,1	36 172	38 225	5,7
Autres charges de programmes						
Sociétés d'État						
Société Radio-Canada	100	62	-38,0	455	477	4,8
Société canadienne d'hypothèques et de logement	186	172	-7,5	704	640	-9,1
Autres	336	303	-9,8	1 233	1 218	-1,2
Total	622	537	-13,7	2 392	2 335	-2,4
Défense	1 571	1 354	-13,8	4 467	4 831	8,1
Tous les autres ministères et organismes	3 159	3 530	11,7	12 070	12 536	3,9
Total des autres charges de programmes	5 352	5 421	1,3	18 929	19 702	4,1
Total des charges de programmes	13 853	15 373	11,0	55 101	57 927	5,1
Frais de la dette publique	2 802	2 938	4,9	11 319	11 425	0,9
Total des charges budgétaires	16 655	18 311	9,9	66 420	69 352	4,4

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	Juillet		Avril à juillet	
	2005	2006	2005-2006	2006-2007
			(M$)	
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	1 761	840	5 055	6 278
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	178	-187	19	-299
Autres activités d'investissement	-541	11	-1 110	463
Comptes de pension et autres comptes	-305	-846	-1 241	112
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer et provisions	-3 092	2 974	-11 409	-5 227
Opérations de change	1 679	-431	2 268	647
Amortissement des immobilisations corporelles	262	250	993	945
Total des autres activités	-1 151	2 793	-8 148	-3 635
Total des opérations non budgétaires	-1 819	1 771	-10 480	-3 359
Ressources ou besoins financiers nets	-58	2 611	-5 425	2 919

Nota – Les résultats de juillet 2005 ont été ajustés pour tenir compte du reclassement de certains montants du poste « Activités d'investissement en immobilisations » au poste « Créditeurs, débiteurs, charges à payer et provisions ».

Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	Juillet		Avril à juillet	
	2005	2006	2005-2006	2006-2007
			(M$)	
Ressources ou besoins financiers nets	-58	2 611	-5 425	2 919
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	758	468	-878	-1 431
Bons du Trésor	1 300	-1 500	-3 600	-11 100
Obligations d'épargne du Canada	-88	-84	-308	-302
Autres	-2	-223	-141	-910
Total	1 968	-1 339	-4 927	-13 743
Emprunts en devises	-2 124	-86	-3 504	-2 909
Total	-156	-1 425	-8 431	-16 652
Réévaluation de swaps de devises	-4	2	-5	0
Escomptes non amortis des émissions obligataires	66	106	27	-121
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	72	-6	70	-40
Variation nette dans les activités de financement	-22	-1 323	-8 339	-16 813
Variation dans l'encaisse	-80	1 288	-13 764	-13 894

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution au 613-995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant la publication, communiquer avec Chris Forbes au 613-995-6391.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également
à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
This publication is also available in English.
Septembre 2006